

## Mayotte : la fin du droit du sol peut-elle changer la situation ?

Par Nathalie Birchem, le 11/2/2024 à 05h48

En visite à Mayotte, dimanche 11 février, Gérald Darmanin a annoncé une série de mesures pour diminuer l'immigration, dont la suppression du droit du sol sur l'île. Ce droit était jusqu'alors considéré comme la pierre angulaire du droit de la nationalité.

Attendu de pied ferme à Mayotte, bloquée depuis trois semaines par un collectif de citoyens qui protestent contre l'insécurité, le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin, en visite éclair sur l'île dimanche, n'est pas venu les mains vides.

Outre le lancement d'un Wuambushu 2, opération de lutte contre l'immigration illégale et la délinquance, et l'évacuation du camp de Cavani, à propos duquel des heurts ont éclaté entre riverains et exilés africains, Gérald Darmanin a annoncé la mise en place d'un « rideau de fer » maritime afin d'intercepter, grâce au renforcement d'outils de type radars, les arrivées de clandestins par bateau. Mais il a surtout promis la fin du droit du sol pour Mayotte, alors qu'il s'agit d'un élément emblématique du droit de la nationalité. Là où, il y a quelques mois, le gouvernement envisageait de le durcir, il s'agit cette fois de le supprimer.

### Mayotte, ce territoire d'exception pour le droit du sol

« Nous allons prendre une décision radicale, qui est l'inscription de la fin du droit du sol à Mayotte dans une révision constitutionnelle que choisira le président de la République. Il ne sera plus possible de devenir français si on n'est pas soi-même enfant de parent français », a expliqué Gérald Darmanin, assurant que cela « coupera littéralement l'attractivité » de Mayotte.

Confronté à une forte pression migratoire en provenance des Comores voisines, l'archipel mahorais a en effet vu sa population, dont la moitié est désormais étrangère, exploser.

### Diminuer de 90 % le nombre de titres de séjour

Pour contribuer à désengorger l'île, il a aussi indiqué mettre fin au titre de séjour à visée territoriale, exception mahoraise qui consistait à empêcher un étranger en situation régulière de s'installer en métropole. Enfin, il entend diminuer de 90 % le nombre de titres de séjour délivrés chaque année, notamment pour ce qui concerne l'immigration familiale.

### Droit du sol à Mayotte : que va changer la réforme de la Constitution demandée par Gérald Darmanin ?

Ces mesures peuvent-elles contribuer à atteindre l'objectif visé, à savoir diminuer l'immigration à Mayotte ? « L'admission au séjour à Mayotte est principalement familiale et représente 90,5 % des titres de séjour délivrés par la préfecture en 2019 », explique-t-on dans l'entourage du ministre. Celui-ci entend donc s'appuyer sur des mesures déjà décidées dans la

loi immigration, comme le durcissement des conditions du regroupement familial et des critères pour obtenir un titre de parent d'enfant français, qui pourraient être renforcées dans une « loi Mayotte » attendue dans les prochaines semaines. Or, dans l'esprit du gouvernement, qui met en avant que trois quarts des bébés nés dans l'île en 2021 sont de mère étrangère, le droit du sol, qui permet à un enfant né en France de devenir français, est un des principaux facteurs d'attractivité du territoire.

« Il ne suffit pas de naître sur le territoire pour devenir français »

*« Je pense que ce raisonnement, qui part de l'idée que les mères comoriennes viennent accoucher à Mayotte dans le but d'obtenir des papiers, est erroné, estime de son côté Serge Slama, professeur de droit public à l'université Grenoble-Alpes. D'une part, à la différence des États-Unis, en France, il ne suffit pas de naître sur le territoire pour devenir français. Il faut qu'au moins un des parents soit né en France. Si on a deux parents étrangers, on ne peut demander sa nationalité qu'à partir de 13 ans. Donc penser qu'une personne réfléchit treize ans à l'avance est absurde. De plus, depuis la loi de 2018, cette possibilité de demander la nationalité à 13 ans n'est désormais envisageable que si l'un des parents est en situation régulière depuis au moins trois mois. Or on n'a pas l'impression que ça ait contribué à diminuer les arrivées. »*

### À Mayotte, avec les naufragés des bidonvilles démolis

*« On va toucher à un des éléments fondamentaux de notre droit français, dont Mayotte va être privée, alors que ça ne va rien régler, renchérit Aline Charron, magistrate à Mamoudzou et membre du Syndicat de la magistrature. D'une part, ça ne va pas diminuer les arrivées, et d'autre part, ça va augmenter la précarité des jeunes en situation irrégulière à qui on ne va proposer aucun avenir. Ce qui est très dangereux pour tout le monde. »*

---

### Mayotte, le 101<sup>e</sup> département français

**L'histoire.** Alors que les trois autres îles de l'archipel des Comores ont choisi l'indépendance par rapport à la France en 1974, Mayotte a préféré rester française par référendum en 1976. Elle est devenue le 101<sup>e</sup> département français en 2011.

**La géographie.** Mayotte, archipel composé de deux grandes îles, se situe à moins de 70 km d'Anjouan, l'une des trois grandes îles composant l'Union des Comores. Cette proximité facilite l'immigration clandestine en provenance des Comores, un des pays les plus pauvres au monde.

**La population.** Cet espace de 375 km<sup>2</sup> compte 310 000 habitants, selon l'Insee, un chiffre considéré comme fortement sous-estimé du fait de l'immigration clandestine. 48 % de la population ne possède pas la nationalité française. Neuf étrangers sur dix sont comoriens.

Nathalie Birchem